

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/L-idee-de-construire-une-nouvelle>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **L'idée de construire une nouvelle centrale nucléaire est de retour**

2 mai 2004

L'idée de construire une nouvelle centrale nucléaire est de retour

Electricité · En 2020, les centrales de Mühleberg et de Beznau seront en fin de course. Pour combler le manque de courant, l'option nucléaire est sérieusement évoquée. Mais toutes les solutions possibles sont examinées.

Une combinaison de mesures alternatives suffirait.

Pascal Fleury

Je suis personnellement d'avis que nous avons besoin d'une nouvelle centrale nucléaire à l'horizon 2025. » Cette provocation d'Alessandro Sala, dans une récente interview à la « Sonntagszeitung », n'est pas le baroud d'honneur d'un PDG du nucléaire sur le point de quitter ses fonctions. L'ex-patron (depuis hier) du groupe Atel, qui exploite la centrale de Gösgen, ne fait que dire tout fort ce qui s'étudie discrètement, mais sérieusement, dans les coulisses du secteur de l'électricité.

C'est que le temps presse ! D'ici à l'an 2020 environ, la centrale de Mühleberg (BE) et les deux blocs de Beznau (AG) devront être arrêtés, pour raison d'âge. Or, ces trois centrales, mises en service entre 1969 et 1972, produisent actuellement le tiers de l'énergie nucléaire de Suisse, soit 13% de l'électricité utilisée dans notre pays.

option nucléaire

Après le rejet par le peuple, le 18 mai 2003, des deux initiatives « Sortir du nucléaire » (66,3%) et « Moratoire plus » (58,4%), l'option nucléaire a pu être réactivée, à côté des nombreuses autres solutions déjà à l'étude pour combler le manque de courant futur et anticiper les risques d'augmentation de la consommation. Premières concernées : les entreprises d'électricité responsables des « vieilles » centrales, à savoir BKW FMB Energie SA pour Mühleberg et Axpo pour Beznau (via l'exploitant NOK).

Mardi dernier, lors de la présentation des résultats de l'exercice 2003, le patron des Forces motrices bernoises (FMB) l'a souligné : « L'écrasante victoire du « non » et l'engagement clair en faveur du nucléaire ont créé pour les FMB une garantie juridique qui permettra d'envisager à l'avenir toutes les options. » Les FMB ont d'ores et déjà prévu de demander une prolongation de l'autorisation d'exploitation de Mühleberg après 2012.

plusieurs études en cours

Du côté d'Axpo, un groupe de travail a été créé pour réfléchir sur l'après-Beznau. « Nous étudions toutes les variantes possibles, leurs avantages et inconvénients, leurs coûts réels, leurs implications légales et politiques. Nous ne voulons pas propager des idées utopiques », explique Verena Martignier, responsable de la communication d'Axpo. Le groupe de travail interne sollicite également des « secondes opinions » auprès de spécialistes de la branche. Ses résultats seront connus d'ici au début 2005.

A l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), un groupe d'étude a également été constitué avec un partenariat industriel, à l'enseigne de « Perspectives énergétiques ». Il définit des « scénarios » jusqu'en 2035, qui tiennent compte de tous les paramètres connus et de leurs conséquences. Les modèles doivent encore être calculés. Les résultats, attendus pour la mi-2005, serviront de base de discussion pour de futures décisions politiques.

L'option nucléaire, qui prévoit le renouvellement des vieilles centrales suisses, fait partie de ces scénarios. « Nous nous rendons compte qu'il serait aujourd'hui pratiquement impossible de construire une nouvelle centrale nucléaire, mais le dossier n'a jamais été mis dans un tiroir », reconnaît Marianne Zünd, cheffe de la communication à l'OFEN. De fait, la Confédération n'a jamais cessé d'investir dans la recherche sur l'énergie nucléaire (lire ci-dessous).

solutions alternatives

Pour prévenir la pénurie d'électricité attendue vers 2020, d'autres solutions sont bien sûr étudiées. Les Forces motrices bernoises, qui exploitent Mühleberg, sont d'ailleurs déjà leaders dans le domaine des énergies renouvelables, étant partenaires de la société Mont-Soleil (centrale solaire du Mont-Crosin) et de Juvent SA (centrale éolienne). Elles se sont aussi engagées dans le plus grand projet d'installation photovoltaïque de Suisse, sur le toit du nouveau stade du Wankdorf, à Berne.

Pour le directeur de l'organisation Swissolar David Stickelberger, qui salue ces initiatives, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire peut être évitée en prenant quelques mesures concrètes. Il s'agit par exemple de remplacer les chauffages électriques - encouragés à l'époque de gloire du nucléaire - par des pompes à chaleur, trois fois moins gourmandes en courant. En hiver, cette mesure permettrait d'économiser jusqu'à 20% de la consommation électrique.

Un effort devrait aussi être consenti dans la promotion des appareils à faible consommation. Enfin, selon Swissolar, 20% de l'électricité de Suisse pourraient être produits sur les toits grâce au photovoltaïque. Et le remplacement d'un boiler sur deux pendant dix ans par des installations solaires thermiques équivaldrait à 40% de la production de Mühleberg.

L'énergie éolienne a également sa part à jouer. Selon diverses estimations scientifiques, le potentiel technique se situerait entre 3 et 4% de la consommation totale en électricité. Le problème est essentiellement lié à la question de l'aménagement du territoire.

« fantasme de nucléocrates »

Porte-parole de Greenpeace, Clément Tolusso opte également pour les énergies alternatives, la production décentralisée d'électricité et la chasse au gaspillage. Selon lui, l'idée de construction d'une nouvelle centrale nucléaire n'est qu'un « fantasme de nucléocrates », absolument irréaliste alors que la question des déchets est loin d'être résolue.

PFY

Centrale unique mais puissante

Dans son scénario nucléaire, le groupe de travail « Perspectives énergétiques » de l'OFEN ne traite

pas de la question du modèle de centrale à construire. Dans les milieux concernés, par contre, on évoque volontiers le réacteur nucléaire de troisième génération à eau pressurisée EPR (European Pressurized Water Reactor). Un exemplaire de ce type, d'une puissance d'environ 1600 mégawatts, a été commandé par la Finlande pour être mis en service en 2009. Selon Hanjörg Ruh, secrétaire général adjoint de l'Association suisse pour l'énergie atomique, son coût est de 3 milliards d'euros. Très puissante, pareille centrale suffirait à remplacer les trois centrales de Mühleberg et Beznau réunies (1100 mégawatts). Elle pourrait être installée sur l'un des deux sites actuels, qui ont l'avantage d'être déjà équipés et d'avoir les faveurs de la population.

Quatrième génération

La Suisse participe aussi au projet GIF (Generation IV International Forum) pour le développement d'un réacteur nucléaire de la quatrième génération.

L'adhésion à cet organisme, mis sur pied par le Département américain de l'énergie et regroupant une dizaine d'Etats, s'était faite en toute discrétion, au début 2002, une année avant que le sort des deux initiatives antinucléaires ne soit connu et que soit adoptée la nouvelle loi sur l'énergie nucléaire. Cette participation est toujours inscrite au plan directeur 2004-2007 de la Commission fédérale pour la recherche énergétique (CORE), parmi d'autres collaborations sur la scène internationale.

baisse des fonds

Globalement, la recherche sur le nucléaire, qui traite aussi de la sécurité des réacteurs vieillissants, de l'épineuse question des déchets ou encore de la fusion thermonucléaire contrôlée, voit ses fonds publics abaissés de 51 à 40 millions de francs par an. Pour Andreas Gut, secrétaire de la CORE, cette baisse ne doit pas être interprétée comme un désintérêt pour l'option nucléaire, mais comme la volonté d'impliquer davantage l'économie privée dans la recherche. Dans sa nouvelle répartition des fonds, la CORE prévoit d'accentuer le soutien à la recherche concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie (75 millions) et les énergies renouvelables (81 millions). PFY